

Délinquance : Marseille à la dérive

Et si l'abandon fracassant d'un parking par Vinci, perturbé par une bande de voyous, ne faisait qu'illustrer ce que vivent les Marseillais au quotidien. C'est en tout cas l'avis du secrétaire national du PS chargé de la sécurité.

Avec Jean-Jacques Urvoas

Atlantico : Comment expliquer l'abandon surréaliste par Vinci d'un parking marseillais tenu par une bande de caïds ?

Jean-Jacques Urvoas : C'est une confirmation de la situation d'abandon dans laquelle se trouve une ville. J'ai écrit à ce sujet pour la fondation Jean Jaurès un texte intitulé [Les sparadraps marseillais de Claude Guéant](#), dans lequel je montre que cette ville est en sous-effectifs policiers depuis des années, pour ne pas dire une décennie. La succession des ministres n'y fait rien. On utilise toujours les mêmes expédients, qui ne sont malheureusement pas des réponses. C'est la ville la plus violente de France. En moins de deux ans, il y a eu plus de quarante morts par balle. Les cambriolages augmentent, comme les agressions, et les effectifs policiers sont en baisse constante et impressionnante depuis plusieurs années.

L'exemple du parking est une illustration qui choque, mais qui est plus courante qu'on ne le croit. Là, il s'agit d'une propriété publique dont la concession a été déléguée à Vinci, mais vous avez de nombreux endroits dans Marseille, notamment dans les quartiers du Clos de la Rose ou de la Castellane, où ce sont des espaces publics - des rues, des halls d'immeubles - où il y a une appropriation similaire de l'espace public par quelques voyous. Cela frappe car on voit une entreprise s'en aller en disant : "Je m'en vais car je ne peux pas exercer ma fonction". **Mais malheureusement, c'est un quotidien que les Marseillais connaissent depuis très longtemps.**

Ce fait divers permet d'attirer l'attention. Peut-être que cela fera évoluer les choses positivement. Les maires des quartiers Nord de Marseille sont tous unanimes. Il n'y a guère que le maire de Marseille qui ne prend pas d'initiative. Les parlementaires de Marseille, de l'UMP comme du PS, n'ont eu de cesse de réclamer des effectifs. Je suis allé à cent mètres de la Cannebière avec le maire du quartier, Patrick Menucci : il y a des rues entières où je suis convaincu qu'un citoyen ne peut pas passer.

Connaissez-vous des exemples similaires dans d'autres villes ?

Ce niveau de violence - plus de quarante morts par balle en deux ans - je ne le connais pas ailleurs. C'est une ville où la délinquance n'hésite pas à défourailler au coin des rues, avec des risques de blesser la population. Il y a eu des échanges de coups de feu dans des quartiers très passants il y a quelques mois.

Malheureusement, c'est une situation que l'on retrouve à une ampleur différente dans d'autres villes et régions, évidemment dans la banlieue parisienne, mais pas seulement. Je pense à des quartiers de Toulouse ou au Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin.

Quelle est la solution que vous préconisez, en tant que secrétaire national du PS chargé de la sécurité ?

Il n'y a pas une solution. Ce serait mentir. Nous serons confrontés en 2012 au fait que le président de la République, depuis 10 ans, a simplifié à outrance le problème. En résumé, il nous a dit en 2002 et 2007 que trois éléments suffisaient à régler le problème : des lois plus précises, davantage de places dans les prisons, et une volonté politique. Créditions le d'avoir eu cette volonté politique, et de l'avoir toujours. Créditions le d'avoir fait voter les lois dont il pensait avoir besoin. Créditions le aussi d'avoir augmenté le nombre de places de prisons. Mais constatons que la situation ne s'est pas améliorée. C'est donc que sa simplification du problème et son manichéisme ne sont pas la solution.

Si on prend simplement l'ordre public, ma réponse est en trois temps. **D'abord, il faut bâtir localement des stratégies locales de sécurité.** Les problèmes de la Castellane à Marseille ne sont pas les mêmes qu'à Carcassonne ou Montélimar. Or, la police agit partout avec la même doctrine d'emploi. Il faut donner aux chefs de police locaux la possibilité de discuter

avec les élus et les procureurs des spécificités et urgences locales. La Cour des comptes a rappelé que, dans l'année 2010, le ministère de l'Intérieur avait envoyé 48 priorités aux différentes unités de police et de gendarmerie en France. C'est grotesque.

Ensuite, il faut que l'Etat crée ce que nous avons appelé des zones de sécurité prioritaires. Tous les problèmes ne sont pas égaux partout. Il y a des urgences qu'il faut traiter comme telles. Il faudra probablement définir une cinquantaine de zones de sécurité prioritaires dans lesquelles l'Etat concentrera des moyens différents. Il y aura un redéploiement des effectifs là où on a besoin d'eux. C'est le troisième point : **on va relisser la carte de France. Il y a des endroits où il y a probablement un peu plus de policiers ou de gendarmes que la réalité ne le demande.** Il faut redéployer, mais aussi créer des emplois. Nous avons pris l'engagement sur la mandature 2012-2017 de créer 10 000 postes de policiers et de gendarmes.

Atlantico : Comment expliquer l'abandon surréaliste par Vinci d'un parking marseillais tenu par une bande de caïds ?

Jean-Jacques Urvoas : C'est une confirmation de la situation d'abandon dans laquelle se trouve une ville. J'ai écrit à ce sujet pour la fondation Jean Jaurès un texte intitulé [Les sparadraps marseillais de Claude Guéant](#), dans lequel je montre que cette ville est en sous-effectifs policiers depuis des années, pour ne pas dire une décennie. La succession des ministres n'y fait rien. On utilise toujours les mêmes expédients, qui ne sont malheureusement pas des réponses. C'est la ville la plus violente de France. En moins de deux ans, il y a eu plus de quarante morts par balle. Les cambriolages augmentent, comme les agressions, et les effectifs policiers sont en baisse constante et impressionnante depuis plusieurs années.

L'exemple du parking est une illustration qui choque, mais qui est plus courante qu'on ne le croit. Là, il s'agit d'une propriété publique dont la concession a été déléguée à Vinci, mais vous avez de nombreux endroits dans Marseille, notamment dans les quartiers du Clos de la Rose ou de la Castellane, où ce sont des espaces publics - des rues, des halls d'immeubles - où il y a une appropriation similaire de l'espace public par quelques voyous. Cela frappe car on voit une entreprise s'en aller en disant : "Je m'en vais car je ne peux pas exercer ma fonction". Mais malheureusement, c'est un quotidien que les Marseillais connaissent depuis très longtemps.

Ce fait divers permet d'attirer l'attention. Peut-être que cela fera évoluer les choses positivement. Les maires des quartiers Nord de Marseille sont tous unanimes. Il n'y a guère que le maire de Marseille qui ne prend pas d'initiative. Les parlementaires de Marseille, de l'UMP comme du PS, n'ont eu de cesse de réclamer des effectifs. Je suis allé à cent mètres de la Cannebière avec le maire du quartier, Patrick Menucci : il y a des rues entières où je suis convaincu qu'un citoyen ne peut pas passer.

Connaissez-vous des exemples similaires dans d'autres villes ?

Ce niveau de violence - plus de quarante morts par balle en deux ans - je ne le connais pas ailleurs. C'est une ville où la délinquance n'hésite pas à défouailler au coin des rues, avec des risques de blesser la population. Il y a eu des échanges de coups de feu dans des quartiers très passants il y a quelques mois.

Malheureusement, c'est une situation que l'on retrouve à une ampleur différente dans d'autres villes et régions, évidemment dans la banlieue parisienne, mais pas seulement. Je pense à des quartiers de Toulouse ou au Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin.

Quelle est la solution que vous préconisez, en tant que secrétaire national du PS chargé de la sécurité ?

Il n'y a pas *une* solution. Ce serait mentir. Nous serons confrontés en 2012 au fait que le président de la République, depuis 10 ans, a simplifié à outrance le problème. En résumé, il nous a dit en 2002 et 2007 que trois éléments suffisaient à régler le problème : des lois plus précises, davantage de places dans les prisons, et une volonté politique. Créditions le d'avoir eu cette volonté politique, et de l'avoir toujours. Créditions le d'avoir fait voter les lois dont il pensait avoir besoin. Créditions le aussi d'avoir augmenté le nombre de places de prisons. Mais constatons que la situation ne s'est pas améliorée. C'est donc que sa simplification du problème et son manichéisme ne sont pas la solution.

Si on prend simplement l'ordre public, ma réponse est en trois temps. D'abord, il faut bâtir localement des stratégies locales de sécurité. Les problèmes de la Castellane à Marseille ne sont pas les mêmes qu'à Carcassonne ou Montélimar. Or, la police agit partout avec la même doctrine d'emploi. Il faut donner aux chefs de police locaux la possibilité de discuter avec les élus et les procureurs des spécificités et urgences locales. La Cour des comptes a rappelé que, dans l'année 2010, le ministère de l'Intérieur avait envoyé 48 priorités aux différentes unités de police et de gendarmerie en France. C'est grotesque.

Ensuite, il faut que l'Etat crée ce que nous avons appelé des zones de sécurité prioritaires. Tous les problèmes ne sont pas égaux partout. Il y a des urgences qu'il faut traiter comme telles. Il faudra probablement définir une cinquantaine de zones de sécurité prioritaires dans lesquelles l'Etat concentrera des moyens différents. Il y aura un redéploiement des effectifs là où on a besoin d'eux. C'est le troisième point : on va relisser la carte de France. Il y a des endroits où il y a probablement un peu plus de policiers ou de gendarmes que la réalité ne le demande. Il faut redéployer, mais aussi créer des emplois. Nous avons pris l'engagement sur la mandature 2012-2017 de créer 10 000 postes de policiers et de gendarmes.